

Le Maroc est accusé d'avoir infiltré les téléphones de personnalités publiques marocaines et étrangères, via un logiciel informatique Tout d'abord l'affaire dite *Pegasus* et les accusations proférées dès le 18 juillet 2021, notamment par le site Internet d'extrême-gauche [Forbidden stories](#) (qui comme son nom ne l'indique pas est un site français signifiant « *Histoires interdites* ») et de vieux ennemis du Maroc comme *Amnesty International* ou *Mediapart*, appellent une première réflexion. À savoir que l'espionnage est aussi vieux que le monde et que plus récemment on n'a pas fait un tel battage médiatique lorsque les États-Unis, les Israéliens, les Chinois, les Allemands ou les Russes se sont livrés à des activités d'espionnage contre des dirigeants français ou autres. Par exemple, les services des États-Unis (en particulier, la *National Security Agency*) se sont récemment appuyés sur les câbles de télécommunications danois pour espionner des dirigeants européens ([France Info](#), 31 mai 2021). L'affaire Jonathan Pollard a révélé qu'Israël avait utilisé un espion pour espionner des dirigeants des États-Unis...

On serait donc tenté de dire « *beaucoup de bruit pour rien* ». D'autant qu'en l'espèce, il ne s'agit bien de rien puisque, à en croire de nombreux experts, nous serions en présence d'une manœuvre anti-marocaine, visant à déstabiliser ce pays et à nuire à l'excellence des relations franco-marocaines. Car on peut se demander si la France n'est pas aussi victime de cette campagne qui ne profite qu'aux adversaires, concurrents et ennemis de nos deux pays. En tout cas, le Maroc a réagi en condamnant vigoureusement la persistance d'une campagne médiatique mensongère, massive et malveillante à son encontre et en portant plainte.

Une manœuvre anti-marocaine ?

En effet, des responsables politiques comme le président de la Commission des affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat, [Christian Cambon](#), a dénoncé le 21 juillet 2021, une « *campagnes de presse de dénigrement visant à déstabiliser le Royaume du Maroc* ».

Le président Cambon ajoute : « *quand on porte des accusations, il faut en assumer les preuves... jusqu'à preuve du contraire, ce ne sont que des histoires qui traînent régulièrement et « on est dans l'absurde. En effet, on voit bien que ces accusations sont des montages, et donc nous n'avons aucune preuve, et jusqu'à présent nous n'avons jamais eu aucune* ».

Pour sa part la sénatrice de Paris, [Catherine Dumas](#), a mis en cause, le même jour, une certaine désinformation qui circule : « *On sait très bien que tout ceci n'arrive pas par hasard* ».

Madame Catherine Morin-Desailly, vice-présidente du groupe d'amitié France-Maroc, et ancienne présidente de la commission de la Culture et de la communication du Sénat, souligne qu'Internet est devenu un « *nouveau terrain d'affrontement mondial où des forces obscures, des pays qui ne veulent pas que du bien aux relations d'excellence entre le Maroc et la France peuvent s'immiscer pour véhiculer des accusations. Selon la sénatrice, il « faut être extrêmement méfiant face aux manipulations de forces externes* ».

Bernard Squarcini, ancien chef du renseignement intérieur français (DCRI, aujourd'hui DGSI) a affirmé sur la radio Europe 1 ne pas « *trop croire* » aux allégations contre le Maroc. Selon

Squarcini, « *c'est (une accusation) trop facile. Le Maroc est un partenaire de la France* ».

1. [ancien-chef-du-renseignement-francaisbernard-squarcini-ne-croit-pas-aux-accusations-contre-le-maroc](#)

Les autorités marocaines n'ont eu de cesse de réclamer des preuves concernant les accusations portées à l'encontre du Royaume ; c'est également la position de plusieurs experts internationaux qui exigent que *Forbidden Stories* et les accusateurs du Maroc fournissent des preuves à l'appui de leurs accusations.

Ainsi, la journaliste d'investigation américaine, Kim Zetter, s'étonne sur son compte Twitter (@kimZetter) du manque de sources de *Forbidden Stories*. Elle dénonce également le traitement à charge de certains médias. Le chercheur en cryptographie Nadim Kobeissi constate que les preuves d'*Amnesty international* et de *Forbidden Stories* sont « *quasi-inexistantes* » (@Kaepora). L'experte norvégienne en sécurité informatique, Runa Sandvik, responsable de la sécurité informatique du *New York Times*, relève « *l'incohérence* » des accusations rapportées par les médias et *Forbidden Stories*. Elle note sur son compte twitter (@runasand) que « *Personne ne sait donc, jusqu'à présent, d'où vient la liste par laquelle le scandale Pegasus Project a été fabriqué de toutes pièces pour s'attaquer au Maroc, en particulier* ».

Comme le proclame l'avocat français du Maroc qui a porté plainte en France contre les deux associations à l'origine de l'affaire, « *d'accusateurs, les meneurs de ce projet et les médias de Forbidden Stories deviennent eux-mêmes des accusés. S'il persistait, leur silence sur les preuves de ce qu'ils avancent confirmerait leur culpabilité* ». Me Olivier Baratelli a donc délivré deux citations directes en diffamation contre *Amnesty International* et *Forbidden Stories*. L'avocat a précisé que l'Etat marocain « *souhaite que toute la lumière soit faite sur les allégations mensongères de ces deux organisations qui avancent des éléments sans la moindre preuve concrète et démontrée* ».

Il suffit de voir qui est monté en ligne contre le Maroc pour comprendre qu'il y a un complot. Les groupes d'extrême-gauche (trotskystes, communistes) qui sont bien organisés et qui contrôlent en partie des associations de propagande comme *Amnesty International* ou *Forbidden Stories* détestent tout particulièrement le Maroc qui, pendant la guerre froide, prit clairement le parti du Monde libre, est une monarchie et mène, sous la direction du roi Mohamed VI, une dynamique politique africaine.

Il est également clair que [la décision des États-Unis](#) de reconnaître la souveraineté du Maroc sur son Sahara a créé des tensions avec les ennemis du Royaume, en premier lieu le régime algérien.

Une manoeuvre anti-française ?

Tout cela explique l'acharnement ciblé de certains médias et groupuscules politiques français à l'égard du Maroc. De fait, ces agitateurs bien connus agissent contre la France et selon un

agenda étranger même si une certaine presse engagée peut relayer des commérages et des allégations qui ne sont pas prouvées alors que le Maroc et la France font face à de nombreux défis, notamment sur le plan sécuritaire et la lutte anti-terroriste qui sont plus importants que des bruits de couloir nauséabonds.

Comme le dit encore le président de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat : « *Le Maroc est un partenaire stratégique, et nous sommes reconnaissants à ce que l'action, sous la conduite de Sa Majesté le Roi, nous apporte au Sahel, où la France est très engagée et essaie de lutter contre le terrorisme et le djihadisme qui ont fait tant de dégâts. Nous apprécions vivement l'appui très efficace que nous apporte le Maroc* ».

Ce qui disent beaucoup d'experts et observateurs impartiaux est que la France est visée par ricochet. On connaît les liens entre les services allemands et certains milieux gauchisants, reconvertis en écologistes, qui mènent un combat acharné contre le nucléaire français et ne perdent jamais une occasion de nous poignarder dans le dos. Mais ils ne sont pas les seuls. Cette affaire intervient alors que le Maroc est en train de négocier d'importants achats d'armements et bien entendu cela ne servira pas les intérêts français.

Nous savons bien que le Maroc est un partenaire indispensable de la France qui sait que c'est un État sérieux et compétent dans la lutte anti-terroriste.

Is fecit cui prodest

On connaît le vieil adage juridique selon lequel le criminel est celui à qui le crime profite (*Is fecit cui prodest*). Il convient donc de rechercher à qui le crime profite pour trouver le coupable. En la matière plusieurs groupuscules militants et des États ont intérêt à tenter d'envenimer les relations franco-marocaines, et s'en prendre soit au Maroc, soit à la France, soit aux deux.

Parmi les groupuscules, il y a évidemment ceux d'extrême-gauche qui nourrissent une véritable haine à l'égard du Royaume du Maroc. Il ne fait donc pas s'étonner que l'affaire soit lancée par des mouvances proches de ces milieux et abondamment reprise par certains médias qui sont toujours prêts à jouer un mauvais coup contre Rabat.

Les industriels vendeurs d'armes des États-Unis, d'Israël ou de pays moins importants comme l'Italie ont également intérêt à jeter de l'huile sur le feu pour tenter de mettre à mal la coopération franco-marocaine. Les États-Unis de Biden ont démontré le peu de cas qu'ils font de la France lors de la récente tournée de Biden en Europe, en juin 2021, au cours de laquelle il a rencontré tous ceux qui comptent (Vladimir Poutine, Boris Johnson, la Reine d'Angleterre, Angela Merkel) mais pas le président français Emmanuel Macron. On sait aussi que les États-Unis sont un important vendeur d'armes au Maroc et qu'ils ne voient pas d'un bon œil la présence française dans ce pays et, plus généralement, en Afrique.

L'Italie quant à elle ambitionne de vendre des frégates FREMM de lutte anti-sous-marine au Maroc et *Fincantieri* (soutenu par le gouvernement italien) ne serait pas fâché de voir son concurrent français de *Naval Group* écarté du marché comme ce fut le cas récemment en

Indonésie et en Egypte.

Si l'Espagne socialo-gauchiste (le PS local est allié aux radicaux de PODEMOS) de Sanchez n'a évidemment pas les moyens d'ennuyer profondément ses voisins marocain et français, ce n'est pas le cas de l'Allemagne qui est en délicatesse avec le Maroc et qui ne perd aucune occasion de nuire à une France qu'elle considère, depuis le Brexit britannique, comme son seul concurrent dans l'Union européenne. En tout cas cette affaire démontre que la France est aussi victime que le Maroc de ces allégations sans fondements. Si, comme le souligne Pierre Razoux dans [Les Échos du 23 juillet](#) : « *Il y a une inquiétude des Marocains envers une partie de l'élite française suspectée de bienveillance vis à vis des frères musulmans et de l'Islam politique et de ceux jugés trop proches des milieux algériens* », il doit être dit que ni le gouvernement français ni le gouvernement marocain ne veulent que les choses se dégradent entre les deux pays.

Bien entendu, le régime algérien — un des derniers totalitarismes communistes du monde — n'a pas manqué d'exploiter les allégations de ses amis d'extrême-gauche contre le Maroc. Alger a même eu le culot de « *condamner cette atteinte systématique inadmissible contre les libertés fondamentales* ». Comme par hasard, cette affaire intervient alors que les relations entre les deux pays se sont particulièrement tendues ces dernières semaines en raison de l'aide accrue du régime algérien aux séparatistes du *Polisario*, des innombrables provocations anti-marocaines et alors qu'Alger [a rappelé son ambassadeur](#) à Rabat en raison du contentieux sur le Sahara marocain. Bien sûr, Alger — dont la politique est fort ambiguë — voit d'un mauvais œil la solidité des liens entre les services de renseignements français et marocains, en particulier dans la lutte contre le djihadisme au Sahel.

En tout cas, le Maroc est une nouvelle fois au cœur d'un feuilleton qui relève de « *la science-fiction* ». Il faut en effet rappeler que ce même *consortium* de journaux avait repris, en juillet 2020, une information d'*Amnesty International* selon laquelle le téléphone portable d'un journaliste — condamné le 19 juillet à six ans de prison pour atteinte à la sécurité intérieure de l'État — avait été infecté par Pegasus. Mais cette fausse information n'a été corroboré par aucune preuve...

On risquerait d'attendre longtemps — et en vain — les preuves de *Forbidden Stories* et d'*Amnesty International* dans cette nouvelle affaire si ce n'était la plainte déposée à Paris, au nom du Maroc, puisque les associations mises en cause (*Amnesty International* et *Forbidden Stories*) ont, comme le souligne Me Olivier Baratelli, « *dix jours, selon la loi 1881 sur la liberté de presse, pour fournir les preuves qu'elles ont ou qu'elles n'ont pas* ».

Il doit être clair que les médias auraient intérêt à vérifier les informations dénuées de preuves et d'éléments tangibles, avant de publier n'importe quoi sur la simple foi d'associations engagées et aux buts louches dont l'objectif est de saboter les relations de bon voisinage que le Maroc entretient avec certains pays dont la France.

André BENOIST